

MINUTE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



PAYS DE LA LOIRE

Saint Barthélemy d'Anjou, le 8 décembre 2003

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DES PAYS DE LA LOIRE

GROUPE DE SUBDIVISIONS D'ANGERS

Parc d'Activités Angers-St Barthélemy

BP 80145

49183 St BARTHELEMY D'ANJOU CEDEX

Tél : (33) 02.41.33.52.50. – Fax : (33) 02.41.33.52.99.

Internet : <http://www.pays-de-la-loire.drivre.gouv.fr/>

Subdivision ANGERS 2

Affaire suivie par Alain SERRET

Téléphone : (33) 02.41.33.52.70.

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet Installation Classée.
**COOPERATIVE SYNDICALE DE DISTILLATION DE THOUARCE ET DES
VIGNOBLES DU LAYON à Thouarcé**
Plan d'épandage des effluents de la distillerie de Thouarcé

V/Réf. Transmission de la Préfecture de Maine et Loire du 3 février 2003

N/Réf. h:\env\icpe\sub2\A203AS904 - AS/AS

La COOPERATIVE SYNDICALE DE DISTILLATION DE THOUARCE ET DES VIGNOBLES DU LAYON sollicite l'autorisation d'exploiter un plan d'épandage afin de valoriser en agriculture les déchets liquides (vinasses et jus d'égouttement) produits par la distillerie de Thouarcé.

1 Présentation du dossier du demandeur

1.1 Le demandeur

Raison sociale : **COOPERATIVE SYNDICALE DE DISTILLATION DE
THOUARCE ET DES VIGNOBLES DU LAYON**

Adresse Siège social : 10, Boulevard de la République – BP2 – 49380 THOUARCE

Site d'exploitation : Boulevard de la République – 49380 THOUARCE

Forme juridique : Coopérative Agricole

1.2 Historique

Les vinasses et les jus d'égouttement à éliminer proviennent exclusivement de la distillerie de Thouarcé.

Installé sur son site actuel depuis 1921, l'établissement est spécialisé dans la distillation de vins, de fruits et de sous produits de la viticulture (marcs, lies,...) pour extraire des alcools viticoles, des alcools de fruits, des tartrates de chaux (acidifiants alimentaires) et des colorants destinés aux industries agroalimentaires.

La période saisonnière s'étale de novembre à mars. La coopérative peut traiter jusqu'à 30 000 t de marcs, 50 000 hl de lies et 20 000 hl de vins. Les productions d'alcools de marcs, lies, vins et fruits peuvent respectivement atteindre 11 000, 4 000, 2 000 et 300 hl/an.

1.3 Situation administrative

Le plan d'épandage présenté résulte de l'application de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 13 juin 2000 qui impose la mise à jour du plan d'épandage existant.

L'importance de ce plan d'épandage et les évolutions apportées à la version initiale dont le doublement de la surface utile et le nombre important de parcelles modifiées, ont conduit l'inspection des installations classées à relever le caractère notable des modifications apportées au dossier initial et à proposer que la demande suive la procédure d'instruction avec l'enquête publique. A titre d'information et nonobstant l'articulation avec la loi des installations classées, le plan d'épandage présenté relève du régime de l'autorisation sous la rubrique 5.4.0. du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature de la loi sur l'eau.

28 communes sont concernées par le plan d'épandage.

1.4 Impacts des installations sur l'environnement

Les produits à épandre sont des effluents liquides composés de vinasses et de jus d'égouttement provenant des plates-formes de stockage et de manutention des marcs.

La production prévisionnelle d'effluents, considérée pour le dimensionnement du plan d'épandage, est de 20 000 m³/an (15 800 m³/an produits en 2000).

A partir des analyses qu'il a réalisées, l'exploitant retient les teneurs suivantes en éléments fertilisants – azote total : 0,27 kg/m³ – acide phosphorique : 0,22 kg/m³ – oxyde de potassium : 2,72 kg/m³ – oxyde de calcium : 1,15 kg/m³.

L'exploitant indique que les effluents offrent un intérêt agronomique pour leur valeur fertilisante importante et leur facteur hydrique en précisant que les apports minéraux (azote et phosphore) sont secondaires. Les analyses montrent des concentrations en éléments traces métalliques ou organiques très inférieures aux seuils fixés par la réglementation. L'ensemble de ces données confère aux produits leur caractère épandable.

L'exploitant considère que le potassium est l'élément limitant du plan d'épandage compte tenu des cultures prises en références (tournesol, blé, orge, colza, maïs, prairies) et détermine la dose moyenne des apports à 46 m³/ha (comprise entre 41 et 55 m³/ha selon les cultures). Cette approche impose une surface disponible de 435 ha/an. L'industriel indique disposer d'une superficie de 1 324 ha dont près de 790 ha sont moyennement aptes à l'épandage et environ 535 ha ont une bonne aptitude à la pratique.

Le projet comprend 4 secteurs distincts :

- Secteur 1 : Thouarcé, Chavagnes, Notre-Dame-d'Allençon, Les Alleuds, Vauchrétien, Faye-d'Anjou, Rablay-sur-Layon, Champ-sur-Layon,
- Secteur 2 : Montilliers, Valanjou, Le Voide, Faveraye-Machelles, Martigné-Briand, Aubigné, Tigné,
- Secteur 3 : Doué-la-Fontaine, Montfort, Forges, Cizay-la-Madeleine, Meigné,
- Secteur 4 : Noyant-la-Plaine, Gennes, Ambillou-Château, Brigné, Louresse.

L'exploitant intègre des moyens de prévention des nuisances (odeurs par le chaulage des effluents) et de contrôles (suivi agronomique, programme d'épandage) prévus par la réglementation.

2 La consultation et l'enquête publique

2.1 Avis des services administratifs

2.1.1 Direction des Services Vétérinaires (DSV)

Dans son avis du 4 mai 2001, rédigé à partir d'une première version de la demande, la DSV indiquait que « *ce dossier est truffé d'incohérences avec notamment :*

- *En pages 10 et 11 : il y a 38 utilisateurs des effluents de la distillerie et il y a 39 exploitants mettant à disposition des surfaces pages 12 et 13 (GAEC des TESNIERES),*
- *En page 13 : l'entreprise UZUREAU Frères : surface agricole utile 22,2 ha, la surface disponible est de 29 ha. Pour le GAEC des TESNIERES, 2 bilans CORPEN sont présentés pour le même éleveur dont l'un est déficitaire et l'autre excédentaire. De plus, les effectifs déclarés ne correspondent pas à la situation déclarée aux ICPE.*

Ces éléments ont été pris en compte dans le dossier soumis à l'enquête publique.

Par ailleurs, les **éleveurs suivants** sont classés au vu des effectifs mais **n'ont pas déposé de dossier installation classée avec plan d'épandage** :

➤	GUICHET Y.	Chavagnes	45 vaches allaitantes,
➤	GAEC BORET	Champ sur Layon	55 vaches allaitantes,
➤	MENARD	Chavagnes	74 vaches allaitantes,
➤	ONILLON	Champ sur Layon	40 vaches, cheptel mixte,
➤	EARL COTTIER	Vauchrétien	60 vaches laitières,
➤	GUIBRETIERE A	Montilliers	41 vaches allaitantes,
➤	RENAUD	Montilliers	50 vaches, cheptel mixte.

Concernant les **conditions d'épandage**, il apparaît que :

- *Certains éleveurs cultivent du pois, les surfaces sont comptées dans le plan d'épandage.*

- *Un grand nombre de repreneurs possèdent de la vigne ; ces surfaces ont été retenues dans le plan d'épandage. Au vu du matériel d'épandage décrit dans le dossier, la réalisation de cet épandage semble difficile.*
- *Les conventions de reprise ont été re-signées avec 22 repreneurs sur 38 et ne fixent pas la durée du contrat.*
- *Un récapitulatif des terrains épandables après retraits dus aux contraintes réglementaires ou à la qualité agropédologique s'avère indispensable à la clarté des conclusions ».*

2.1.2 Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine (PNR)

a émis les observations suivantes :

« Le site de stockage des effluents prévus sur la commune de Noyant la Plaine n'ayant pas reçu d'autorisation, je m'interroge tout d'abord sur la gestion des effluents (stockage et transport des effluents) sur ce secteur. Je souhaite obtenir des compléments d'informations sur ce sujet.

Concernant le calcul de la dose d'effluent à apporter à l'hectare, l'étude d'impact se base sur l'élément limitant qui est le potassium. Or, pour éviter la quantité optimale de potassium à apporter, le dossier fait référence aux besoins des plantes sans tenir compte de la fourniture du sol.

Les analyses de terre présentées indiquant précisément que les sols sur lesquels s'effectueront les épandages sont, dans leur grande majorité, riches en potassium, il semble qu'il existe un risque de surfertilisation en cet élément qui peut entraîner des difficultés quant à l'absorption du magnésium par les plantes. Aussi, je souhaite que le suivi agronomique qui sera mis en place soit particulièrement vigilant sur ce point en limitant, par exemple, fortement les apports complémentaires de potassium.

Pour ce qui est des conditions d'épandage, il est nécessaire que les épandages s'effectuent préférentiellement sur la période mars-avril (notamment sur maïs, plante fortement exportatrice de potassium) plutôt qu'en juillet-octobre pour des raisons agronomiques (risque de lessivage sur les épandages d'automne) mais aussi pour limiter les nuisances olfactives (odeur accrue en période chaude ou bien recours à un enfouissement rapide). Le périmètre du plan d'épandage (1324 ha) très supérieur aux besoins actuels pour valoriser les effluents (435 ha) doit permettre de prendre en compte ces considérations.

Les observations précédemment détaillées prises en compte, la valorisation par voie d'épandage agricole des effluents de la coopérative de distillerie de Thouarcé, telle que présentée dans le dossier d'étude d'impact, semble être une solution satisfaisante ».

2.1.3 Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS)

émet un avis défavorable compte tenu des insuffisances manifestes du dossier :

« Il est tout d'abord essentiel de rappeler que le stockage délocalisé dont il est fait mention dans le dossier, et qui était pressenti sur la commune de Noyant la Plaine, a vu sa mise en œuvre refusée par décision préfectorale. La présentation de ce projet lors de la séance du Conseil Départemental d'Hygiène du 6 juin 2002 avait recueilli un unanime avis défavorable des membres de cette commission ; le pétitionnaire étant invité à rechercher un autre site offrant de meilleures garanties environnementales.

Par voie de conséquence, la capacité de stockage des effluents de la distillerie se trouve amputée de 4 000 m³, puisqu'à ce jour, aucun nouveau stockage complémentaire n'a semble-t-il été créé. Cette situation n'est pas sans impact sur les conditions dans lesquelles l'épandage peut être conduit. Avec les 7 600 m³ dont elle dispose sur ses sites de Thouarcé et Montilliers, la distillerie ne peut stocker ses effluents que sur une période n'excédant pas cinq mois. Ce ratio est établi d'après son objectif de

production (20 000 m³/an) et en estimant l'activité régulière, sans saisonnalité marquée. Cette marge de manœuvre apparaît insuffisante pour pouvoir systématiquement respecter les périodes d'interdiction de l'épandage. Il est donc vraisemblable que des épandages auront lieu en période d'excédent hydrique (soit de novembre à février), avec les dysfonctionnements que ces opérations impliquent. De plus, ce stockage limité risque de ne pas permettre de répondre aux besoins des agriculteurs (fertilisations de printemps). Une réelle fragilisation du plan est à redouter.

Les caractéristiques de l'effluent auraient pu être davantage décrites. Une unique analyse en a été effectuée. Aucune indication concernant les conditions de prélèvement (lieu, procédé d'homogénéisation, temps de séjour dans le stockage, ...) ne figure dans le dossier. Il est ainsi impossible d'appréhender la représentativité du prélèvement, et par là même, celle de l'analyse. S'assurer de la qualité constante du produit fourni à l'agriculture constitue pourtant une condition sine qua non. A titre indicatif, les dossiers relatifs aux épandages de boues de stations d'épuration urbaines comprennent systématiquement deux analyses de boues au minimum.

Les sols englobant le périmètre présentent fréquemment des teneurs en potassium élevées, voire très élevées. Or, si l'on se fonde sur l'argumentation du bureau d'études, cet élément constitue le facteur limitant de ce plan d'épandage. Et nonobstant son innocuité pour l'homme, l'élévation prévisible de la concentration en potassium dans les sols ne peut être considérée comme négligeable, au moins pour la profession agricole. En toute logique, s'il est effectivement tenu compte de l'état initial des sols, les apports à l'hectare devront être nécessairement réduits. Cette contrainte devrait impliquer une augmentation du nombre de parcelles nécessaires à la valorisation des effluents.

Il est à mentionner par ailleurs que deux parcelles de référence ont des pH inférieurs à 6. Un chaulage approprié de ces terrains est indispensable avant de procéder à l'apport d'effluents.

Aux pages 33 et 42 du dossier, des doses importantes d'apports d'effluents sont évoquées ; elles s'échelonnent en effet entre 150 et 300 m³/ha par passage. De telles valeurs apparaissent en contradiction avec la moyenne retenue tout au long du document, à savoir 46 m³/ha. On voit mal comment avec de tels écarts la valeur moyenne pourrait se trouver respectée. Il convient de souligner que l'article 10 de l'arrêté préfectoral relatif à l'épandage des rejets viticoles issus des installations soumises à déclaration limite ces apports à seulement 100 m³/ha par passage. En aucun cas, l'épandage des effluents de la distillerie ne devra pas être à l'origine d'un dépassement de la capacité d'absorption des sols. Il est en outre indiqué dans le rapport que bon nombre de parcelles présentent une hydromorphie marquée. Cette caractéristique rend la réalisation d'épandages difficilement envisageable au début du printemps. Cette donnée ne fait qu'appuyer les remarques déjà formulées sur l'insuffisance du stockage.

La participation de certains agriculteurs à d'autres plans d'épandage, notamment ceux de certaines stations d'épuration urbaines, n'est pas évoquée. Or, il est patent que certains d'entre eux ont tout récemment participé à de telles opérations. Les lettres d'engagement des agriculteurs ne figurent pas aux annexes du dossier ; seul un modèle de convention y est joint. Il devra être procédé à la régularisation administrative de cet aspect.

Lorsque le vent sera orienté Nord-Est (configuration fréquente selon la rose des vents), de nombreux riverains risquent d'être incommodés par les nuisances olfactives. L'enfouissement immédiat des effluents, associé à leur chaulage préalable constituerait une mesure efficace pour limiter les nuisances. Cette pratique devrait être généralisée pour toutes les zones d'épandage situées au voisinage de hameaux. Il convient d'ajouter qu'en raison de l'étendue du périmètre, les seules données météorologiques fournies par la station de Beaulieu sur Layon ne peuvent suffire. Il eût été souhaitable d'affiner ces informations par les relevés de stations plus proches (Doué la Fontaine notamment). Toujours en raison de son étendue, le périmètre intègre des terrains, pour la plupart fort éloignés du site de production des rejets. Les coûts inhérents au transport risquent eux aussi de fragiliser davantage un plan qui n'offre pas toutes les garanties environnementales auxquelles il était légitime de prétendre ».

2.1.4 Direction Départementale de l'Agriculture et de la forêt (DDAF)

La DDAF a émis un **avis favorable** en indiquant qu'il conviendra d'être très vigilant sur la stricte application par le pétitionnaire des dispositions de l'arrêté fixant les prescriptions. Cette direction rappelle que l'établissement ne respecte pas les règlements en vigueur et a posé quelques problèmes de pollution en provenance de l'aire des marcs qui ont donné lieu à des avertissements et mises en demeure.

2.1.5 Direction Départementale de l'Équipement (DDE)

La DDE indique ne **pas** avoir d'**observation** à formuler sur le volet urbanisme.

« En ce qui concerne l'environnement, contrairement à ce qui est annoncé dans le rapport en page 14, un certain nombre de parcelles du plan d'épandage sont drainées, ce qui pourrait les rendre impropres à l'épandage.

La DDE demande à ce que soit imposées les mêmes distances d'éloignement par rapport aux émissaires de drainage et aux fossés pour l'épandage afin d'éviter tout départ d'effluents vers le milieu naturel lors de fortes pluies.

Les risques relatifs aux transports nécessitent de savoir si les camions citernes seront utilisés pour alimenter dans les champs le matériel d'épandage. Si c'est le cas, les itinéraires empruntés par ces véhicules devront être signalés aux communes concernées ».

2.1.6 Avis des autres directions et personnes consultées

La Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (DD SIS) indique **ne pas être concernée** par ce dossier.

La Direction Régionale de l'Environnement (DIREN) indique que le dossier **n'appelle pas** de remarque particulière de sa part.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) indique **qu'aucune prescription** particulière ne sera proposée au droit des intérêts dont elle a la charge et demande que les obligations de signalement des découvertes de vestiges archéologiques fortuites soient rappelées à l'exploitant.

L'Institut National des Appellations d'Origine (INAO) n'émet **pas d'objection** à l'encontre du projet.

Le Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) de l'Union Agricole du Pays de Loire dont dépend la distillerie a émis un **avis favorable** à l'octroi de l'autorisation du plan d'épandage.

2.2 Avis des conseils municipaux

Les communes consultées dans le cadre de l'enquête publique relative au plan d'épandage se sont prononcées comme suit :

Les 13 communes suivantes ont émis un avis favorable sans observation à la demande de la distillerie : FAYE D'ANJOU, VALANJOU, NOTRE-DAME-D'ALLENCON, VAUCHRETIEN, AUBIGNE-SUR-LAYON, CIZAY-LA-MADELEINE, DENEZE-SOUS-DOUE, DOUE-LA-FONTAINE, FORGES, LOURESSE-ROCHEMENIER, MEIGNE-SOUS-DOUE, MONTILLIERS, LE THOUREIL.

L'avis du conseil municipal de la commune de TIGNE n'est pas parvenu.

Les 10 communes suivantes ont émis des réserves de caractère général sur le respect de la réglementation applicable aux plans d'épandage et le maintien en l'état des voies communales : THOUARCE, LES ALLEUDS, CHAMP-SUR-LAYON, CHAVAGNES-LES-EAUX, FAVERAYE-MACHELLES, RABLAY-SUR-LAYON, AMBILLOU-CHATEAU, BRIGNE-SUR-LAYON, ST-GEORGES-DES-7-VOIES, VIHIER. Elles concernent :

- *« le respect des règles d'épandage – dates d'épandage, les précautions vis à vis des parcelles situées en bord du Layon, l'enfouissement rapide, cahiers d'épandage,*
- *les restrictions d'épandage – Pas d'épandage le vendredi après-midi et veille de fêtes sinon enfouissement immédiat, pas d'épandage hivernal, périodes pluvieuses,*
- *la protection des voies communales – remise en état, participation financière en cas de détérioration, respect des tonnages et des vitesses, état des lieux des chemins avant et après épandage, convention entre les parties pour la réparation des routes ».*

Par ailleurs, le conseil municipal d'AMBILLOU-CHATEAU s'interroge sur l'intérêt agronomique de tels épandage sur des terres naturellement pourvues de calcaires.

Le conseil municipal de la commune de GENNES émet les réserves suivantes :

- *« les sols étant naturellement bien pourvus en potassium et calcium, l'apport d'effluents ne ferait qu'accroître les phénomènes de blocage de certains éléments du sol (magnésium, zinc, ...),*
- *l'étude d'impact n'examine pas l'incidence sur la vie animale et les micro-organismes du sol,*
- *les voies de circulation non adaptées à la circulation des engins lourds,*
- *aucune solution alternative présentée en cas d'inefficacité du traitement à la chaux, ce qui peut être préjudiciable pour une commune touristique ».*

Le conseil municipal de MARTIGNE-BRIAND a émis un avis défavorable au plan d'épandage en considérant « les besoins fonciers en matière d'épandage nécessaires au bon fonctionnement des différentes installations communales, la modification du POS en cours et le fait que certaines parcelles C1882 à 1886 n'existent pas selon les services du cadastre ».

Le conseil municipal de la commune de MONTFORT a rejeté la demande de la distillerie.

La commune de NOYANT-LA-PLAINE a émis un avis défavorable au plan d'épandage compte tenu de la nature calcaire des terrains nulle ou moyenne selon le dossier. Les élus rappellent que le projet de lagune de stockage indiqué à la page 35 du dossier a été rejeté par le préfet.

2.3 Enquête publique

Pour mener la procédure contradictoire du 18 novembre au 18 décembre 2002, une commission d'enquête, composée de 3 commissaires enquêteurs et un suppléant, a été désignée et 4 registres d'enquête ont été mis à la disposition du public dans les mairies de Thouarcé, Doué-la-Fontaine, Gennes et Montilliers.

Aucune observation n'a été portée sur les registres ouverts à Doué-la-Fontaine et Gennes. Une remarque et un courrier figurent au registre de Montilliers alors que celui de Thouarcé porte une observation et 5 courriers. Pour ces raisons, la commission d'enquête estime que la demande n'a pas soulevé de vives contestations et que la population ne s'est pas impliquée.

Les principales observations collectées par la commission d'enquête concernent :

- **Le caractère incomplet du dossier** – documents non à jour (règles et décisions non prises en compte, directive cadre du 23 octobre 2000) – liste des repreneurs ancienne – non prise en compte des plans d'épandage existants – analyses de terres insuffisantes – dossier répondant au seul besoin de formalisme,
- **Méconnaissance du réseau hydrographique** (prise en compte du seul Layon – inondation en risque nul – non prise en compte des remembrements et aménagements hydrauliques connexes – absence de réseaux de drainage – mauvaise prise en compte de sources et de ruisseaux),
- **Capacités de stockage très insuffisantes** pour permettre les bonnes pratiques de l'épandage (risque de surcharge hydrique) – **Aptitude des sols** à l'épandage (texture et caractère hydromorphe) – **Matériels non performant** (aspersion),
- **Filières alternatives** d'élimination des effluents non étudiées,
- **Manque de sérieux** de la distillerie (qualité du dossier – connaissance de pollutions chaque année – non respect constaté des règles d'épandage – inexistance de contrôle),
- **Inquiétudes du public** concernant l'état des routes et les risques de nuisances (odeurs,...).

Le président du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), également président de la Commission Locale de l'Eau (CLE) a **suspendu son avis** au respect des règles et recommandations émises dans son courrier à la commission d'enquête qui reprend l'essentiel des sujets susmentionnés.

Les remarques précédentes ont conduit les Syndicats Intercommunaux pour l'Aménagement du Bassin du Layon (SIAB du Layon) et de l'Aubance (SIAB du l'Aubance), qui représentent respectivement 22 et 13 communes, à émettre un **avis défavorable** sur le dossier présenté.

L'association de Défense Intercommunale des Pays des Sources de l'Aubance (DIPSA) **s'oppose également** au projet de la distillerie pour les mêmes raisons.

Dans son rapport final, la commission d'enquête conclut *« les opposants à l'épandage des effluents sont difficilement quantifiables puisque représentés par des responsables d'Associations locales qui ont manifesté leur désaccord en considérant comme dangereux et incompatibles avec certains sites compris dans le périmètre d'épandage, cette catégorie de déchets que constituent les effluents de la distillerie. Les autres observations sont plus réservées et mesurées »*.

Dans sa conclusion, la commission d'enquête considère que :

- *« les effluents produits présentent un intérêt pour les sols et pour la nutrition des cultures, que le milieu agricole est demandeur et que l'épandage est encore la solution la plus indiquée et adaptée au contexte agro-environnemental local,*
- *la distillerie a privilégié la filière de valorisation agricole pour des raisons technico-économiques mais n'écarte pas la mise en place d'autres filières de traitement des effluents,*
- *la distillerie s'engage à intensifier les efforts de planification des opérations d'épandage pour répondre aux changements liés aux contraintes climatiques et à la quasi-absence de stockage,*
- *les contraintes environnementales liées à l'épandage ont bien été prises en compte ainsi que les risques qu'il peut engendrer. Le dossier d'étude soumis à l'enquête prend bien en considération tous les risques de pollution ou les nuisances liés à l'épandage des effluents et prévoit les mesures compensatoires telles qu'elles sont imposées par la réglementation*

actuelle. La distillerie est tenue par la réglementation de mettre en place un suivi et un bilan agronomique des épandages effectués,

- *toutes les communes concernées par le plan d'épandage ont délibéré et que les conseils municipaux, dans leur majorité, ont émis un avis favorable au plan d'épandage, tel qu'il est présenté».*

La commission d'enquête émet un **avis favorable** à la demande sollicitée assorti des **réserves** suivantes :

« Que la distillerie augmente les capacités de stockage de ses effluents afin de respecter les périodes d'épandage,

Que le dossier d'études du plan d'épandage soit rapidement mis à jour, prenne en compte les nouvelles réglementations et autres décisions mises en place sur le département de Maine et Loire, révisé le parcellaire agricole remodelé sur le secteur concerné par le remembrement, fasse état des autres plans d'épandages existants et fasse figurer sur plans l'ensemble du réseau hydrographique compris dans le périmètre du plan d'épandage ».

Enfin, la commission d'enquête **recommande** que :

- *« les règles d'épandage soient strictement respectées, imposant que des outils d'épandage plus performants soient utilisés et que ceux de type enfouisseur soient privilégiés,*
- *un enfouissement rapide et simultané des effluents soit réalisé dans les 24h qui suivent l'épandage et que la distillerie s'en assure,*

la distillerie remédie aux dégradations éventuelles que peut provoquer l'acheminement des effluents vers les parcelles réceptrices, sur la voirie des communes traversées ».

2.4 Mémoire réponse de l'exploitant

En conclusion de son mémoire en réponse aux observations des services dont une copie est jointe au présent rapport, l'exploitant confirme la nécessité de mettre son dossier de demande d'autorisation à jour. Il indique connaître des difficultés, en particulier pour trouver un site de stockage des effluents en attente d'épandage et propose de développer une filière alternative.

A cette fin, il demande l'octroi des délais nécessaires au développement de la filière, pour le dimensionnement de l'outil de traitement et des campagnes de mesures à mener sur les débits, les caractéristiques des produits, l'influence des caractères saisonniers,...

3 Analyse de l'inspection des installations classées

La demande de la COOPERATIVE SYNDICALE DE DISTILLATION DE THOUARCE ET DES VIGNOBLES DU LAYON résulte de l'application de son arrêté d'autorisation du 13 juin 2000 qui impose la mise à jour du plan d'épandage présenté en 1999 à l'occasion de la régularisation de la situation administrative de la distillerie.

Le plan d'épandage initial avait été invalidé au cours de la séance du Conseil Départemental d'Hygiène du 9 mars 2000 à la suite du retrait de 500 hectares sur les 661 hectares prévus parce que son exploitation conduisait à des non conformités réglementaires (surépandages ou usage de parcelles non compatibles avec cette pratique).

A l'issue de cette nouvelle procédure, la commission d'enquête conditionne son avis favorable à l'octroi de l'autorisation sollicitée à la mise à jour du dossier afin de prendre en compte les caractères particuliers non considérés dans l'étude (épandages existants, réseaux hydrographiques, caractéristiques de parcelles,...) et à l'augmentation des capacités de stockage des effluents.

Les capacités actuellement disponibles sur le site de la distillerie sont de 3 900 m³ pour les vinasses et les jus d'égouttement. Même en comptabilisant les volumes de la lagune de Montilliers, dont l'autorisation est concomitante à celle du plan d'épandage, les capacités de stockage portées à 7 600 m³ restent très inférieures aux volumes qui permettent de s'affranchir des périodes défavorables, le volume à épandre est de 20 000 m³/an. Cette insuffisance reconnue par l'exploitant a conduit l'inspection à verbaliser la distillerie pour la pratique de l'épandage par temps de pluie en novembre 2002.

Dans sa réponse aux observations faites au cours de l'enquête, l'exploitant expose les difficultés rencontrées pour trouver des volumes de stockage et indique étudier des solutions alternatives à l'épandage en demandant l'octroi de délais de mise en œuvre de la filière retenue.

4 Avis et proposition de l'inspection des installations classées

L'inspection des installations classées rappelle :

- Que la présente demande résulte d'une obligation de l'arrêté du 13 juin 2000 et que cette autorisation concernait la régularisation de la situation administrative de la distillerie,
- Que la procédure installation classée ne prévoit pas l'octroi d'une autorisation temporaire dans l'attente de la réalisation des études de mise en conformité, tel que le demande l'exploitant, alors qu'elles constituent les fondements de la demande soumise à l'avis des publics,
- Que l'exploitant n'a pas adressé au préfet de mise à jour de son plan d'épandage depuis la clôture de la consultation alors qu'il connaissait les conclusions de la commission d'enquête,
- Que l'exploitant n'a pas déposé de dossier de demande d'autorisation pour un nouveau stockage de déchets liquides alors que les dispositions réglementaires imposent des volumes de stockage minimum très supérieurs à ceux détenus par la distillerie.

Aussi, considérant que le dossier produit pour l'enquête publique ne correspond pas au plan d'épandage qui sera réellement exploité et que les conditions d'exploitation proposées conduisent à des pratiques d'épandage contraires aux dispositions réglementaires notamment par manque de capacités de stockage, **l'inspection des installations classées émet un avis défavorable** à l'octroi de l'autorisation sollicitée.

Toutefois, l'inspection propose, comme l'évoque l'exploitant, la mise en œuvre d'une filière alternative à l'épandage avant le 1^{er} janvier 2005 et de tolérer la pratique de l'épandage dans l'attente de l'aboutissement de ce délai.

L'inspection propose également, pendant cette même période, l'utilisation de la station de transit des déchets liquides de Montilliers afin de donner une capacité de stockage supplémentaire pour gérer au mieux le plan d'épandage pendant cette période et limiter les errements connus au cours de l'année 2002, soit l'épandage d'effluents liquides sous la pluie qui ont conduit l'inspection à verbaliser la distillerie.

5 Conclusions

Considérant que les mesures qui pourraient être imposées par l'arrêté préfectoral, dans le cadre du projet présenté, ne permettraient pas de délivrer une autorisation susceptible de prévenir les dangers et inconvénients sur l'environnement sans remettre en cause la nature même du projet,

Considérant que le dossier présenté à la consultation publique doit faire l'objet d'une mise à jour, donc ne correspond pas à l'exploitation envisagée,

Considérant que l'exploitant ne dispose pas des capacités suffisantes de stockage des effluents pour garantir la bonne pratique de l'épandage,

Considérant que le projet ne permet pas de respecter les objectifs définis à l'article L 512-1 du code de l'environnement,

Aussi, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de **rejeter la demande**, après avoir recueilli l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène et d'imposer la mise en œuvre d'une solution alternative à l'épandage avant le 1^{er} janvier 2005.

Un arrêté en ce sens est joint au présent rapport. Il fixe, pour la période transitoire, les prescriptions techniques visant à garantir la bonne pratique de l'épandage conformément au cadre réglementaire existant.

L'Inspecteur des Installations Classées,



Alain SERRET

L'Ingénieur de l'Industrie et des Mines,



Allain MONNET

Pour le directeur et par délégation,
Le Chef de Groupe de Subdivisions,



Yves MOEBS